Eén korpschef, een metropolitie en extra geld: Quintin maakt vaart met fusie politiezones

Quintin a présenté le plan d'unification des zones de police aux maires de Bruxelles mardi matin. Les six zones sont fusionnées en une seule zone avec 6 381 agents.

Il y a un chef de police pour une zone, couvrant toute la région. Cette unité de commandement est l'un des plus grands avantages. En cas de problèmes majeurs dans une municipalité, tels que les fusillades à Anderlecht, des agents d'autres pays de Bruxelles pourront aider plus facilement leurs collègues d'Anderlecht. Aujourd'hui, l'aide d'autres régions est pratiquement absente.

Il y a aussi des gains d'efficacité. Par exemple, le même service (communication, personnel, TIC) n'a pas à être élargi six fois, et certains d'entre eux peuvent être centralisés en un seul endroit. Un plan d'investissement commun et des achats conjoints permettent d'économiser des coûts. La fusion doit également améliorer la coopération avec la police fédérale et celle du procureur, car il y a maintenant un point de contact, au lieu de six.

Direction de contrôle (gestion et gestion)

La gestion du corps est assurée par le collège de police avec le chef de la police, le Premier ministre, le haut fonctionnaire et les 19 maires. Ils décident ensemble de la répartition de la police sur le territoire.

Pour le rendre pratiquement viable, Quintin laisse ouverte la possibilité de créer une agence quotidienne dans laquelle siègent un tiers des 19 maires, dont au moins la moitié viennent des petites municipalités.

Des normes minimales concernant le nombre d'agents de district et de commissariats par municipalité doivent garantir la proximité. Une grande zone augmenterait la distance entre le civil et la police, disent les opposants, mais selon Quintin, c'est injustifié. Les fonds destinés au travail de voisinage sont augmentés.

Il y aura également une police métropolitaine distincte. Aujourd'hui, la police des chemins de fer fédérales est responsable des stations de métro, mais elle manque cruellement de personnel. En outre, elle complique l'application de la loi par la police fédérale dans les postes et la police locale juste à l'extérieur. C'est ce que la police du métro, intégrée dans le corps local, doit rencontrer. Il permet à la police ferroviaire de se concentrer sur les gares.

Encaisse supplémentaire

On ne sait pas si les maires locaux ne sont pas à la recherche d'une fusion des six zones de police. Maintenant, il n'y a que quelques maires par zone, qui gèrent le corps ensemble. Avec 19 maires pour une zone, cela devient beaucoup plus difficile.

Pour rendre la fusion digestible, le gouvernement fédéral prend en charge les dettes des zones de police, toutes d'environ 30 millions d'euros. Cette prime financière s'applique également aux zones qui fusionnent ailleurs dans le pays.

En outre, la norme KUL est ré-agrandie, qui détermine le nombre d'agents à par zone. En raison de l'augmentation de la population à Bruxelles, cette norme est dépassée, une adaptation de celle-ci doit fournir plus de personnes et de ressources.

Le plan a été discuté avec les maires mardi matin. Quintin a dit à De Standaard qu'« il y a des désaccords ». Néanmoins, Quintin veut débarquer 2027 d'ici janvier, la zone unifiée doit être opérationnelle. Elle a déjà reçu l'approbation du Premier ministre Bart De Wever (N-VA).

Quintin espère obtenir le projet de loi avant la suspension de l'été par le parlement.